

Jeudi 18 juin 2015, Centre Pénitentiaire de la Guyane

Ce courrier est rédigé par les détenus du centre pénitentiaire de Guyane, fait en plusieurs exemplaires et envoyé à différents organismes pour revendiquer des améliorations à notre condition carcérale, car nous estimons que nos conditions de vie sont déplorable, insupportables.

Le temps d'attente pour notre jugement peut s'avérer être très long, surtout dans de telles conditions, ce qui explique les nombreuses bagarres et tentatives de suicide dues au manque d'activités et d'occupations en cellule.

Pour cela, l'intégration d'une console de jeux vidéo dans les cellules pourrait être un grand pas pour l'arrêt des violences et des tentatives de suicide.

Nous exigeons que nos droits soient respectés, ce qui n'est pas le cas dans cette prison.

La discrimination est présente, nous subissons les menaces des surveillants et des gradés.

Lors d'une demande de changement de cellule à cause d'un problème, ils attendent que cela dégénère avant de réagir.

Ils intègrent dans les cellules, des communautés différentes volontairement pour provoquer des bagarres.

Lorsque nous refusons d'intégrer une cellule en justifiant notre demande par écrit au chef de bâtiment, au lieu de prendre des mesures de sécurité, ils prennent ce refus pour prétexte pour nous envoyer au quartier disciplinaire, pour finalement nous contraindre à intégrer la cellule que nous refusons.

La machination des gradés pour commanditer indirectement une agression : référence à un détenu, nommé durant les fouilles pour le mettre dans une situation difficile et l'exposer aux représailles. Ou encore, fouille de tous les détenus d'une cellule, sauf un, pour le mettre en cause...

En cas de non respect du règlement intérieur, quand un simple rapport d'incident suffirait, nous sommes exposés à un changement de quartier pour être placé avec des détenus avec lesquels il existe déjà des tensions.

Nous ne sommes pas à l'abri qu'un jour, ces méthodes mettent en danger de mort l'un d'entre nous sans que la famille ne soit informée que le détenu décédé a été mis sciemment dans cette situation.

Nous dénonçons ces pratiques qui menacent la sécurité de chaque détenu.

Nous dénonçons également l'état d'insalubrité de la prison et de nos cellules.

Il nous est impossible de maintenir de bonnes conditions d'hygiène : entourés de vermine (microbes, rats, cafards, moustiques...), nos demandes de produits ménagers pour l'entretien de nos cellules restent lettre morte.

Les draps ne sont changés que toutes les 3 semaines.

Les produits de première nécessité (papier toilette, dentifrice, brosse à dents, savon) ne sont distribués aux indigents que trimestriellement alors que tous les détenus devraient pouvoir en bénéficier 2 fois par mois.

Les kits d'hygiène n'étant pas distribués régulièrement, les indigents doivent cantiner eux-mêmes ces produits, au détriment de la nourriture.

Notre pécule est de 20 euros, tandis qu'il est de 50 euros en métropole, alors que les prix sont plus élevés en Guyane.

Nous sommes pourtant un département français, mais nous ne bénéficions pas des mêmes droits...

Pourtant la nourriture reste vitale.

Sur les 14 repas proposés chaque semaine, 12 ont pour plat principal du riz.

Les plats sont souvent immangeables et jetés à la poubelle.

La viande est insuffisamment cuite.

Nous déplorons de fréquentes intoxications alimentaires, qui finissent parfois à l'hôpital.

Les plateaux ne sont pas équilibrés et en quantité insuffisante, ce qui provoque des vertiges au cours de promenades.

Nous ne mangeons pas à notre faim.

Nous avons la possibilité de faire notre propre cantine mais les produits disponibles ne sont pas diversifiés et trop chers.

Certains produits disponibles ne sont pas utilisables par les détenus parce que nous n'avons pas le matériel nécessaire : pas de rizeuse, de plaque chauffante, de bouilloire, de casseroles ni aucun ustensile de cuisine.

Nous pouvons nous approvisionner en boîte de conserve et soupes mais ensuite, nous avons des difficultés pour réchauffer ces aliments.

Nous utilisons des boîtes de sardines pour faire du feu et des boîtes de lait pour faire office de casseroles.

Nous craignons de mettre notre santé en danger pour pouvoir nous nourrir, au vu de la fumée noire et certainement toxique qui se dégage de la cuisson, que nous inhalons et consommons.

Nous ne pouvons pas conserver les produits frais, faute de réfrigérateur, ce qui limite leur consommation.

Pour ceux d'entre nous qui ont la chance d'avoir leur famille à proximité et qui bénéficient de visites, il faut subir l'humiliation de voir nos femmes se faire insulter, draguer par des surveillants qui leur manquent de respect.

Parfois, ils refusent la visite sous prétexte que les tenues vestimentaires des visiteurs ne sont pas correctes.

Nous faisons l'objet de fouilles corporelles excessives, avant et après chaque visite, malgré le détecteur.

Ces temps de fouille sont pris sur les temps de visite, les réduisant de 15 à 20 minutes, du coup nous ne passons pas assez de temps avec nos familles.

Nous n'avons pas la chance de bénéficier de parloir conjugal alors que la structure le permettrait puisqu'il y a des box. Juste ils n'ont pas la volonté de le mettre en place.

Un autre point que nous souhaitons souligner : l'infirmerie.

Quelque soit la demande (blessure, maladie, dentiste...) nous devons attendre 2 voire 3 semaines pour pouvoir consulter un médecin.

Nous ne sommes pas des bêtes, nous sommes des êtres humains, le temps est tellement long quand on nous force à vivre avec notre souffrance.

Nous ne pouvons plus accepter ces conditions de vie, trop longtemps que cela dure, nous voulons que ça cesse.

Voilà pourquoi les détenus du centre pénitentiaire de Guyane ont pris la décision de rédiger ce courrier pour vous demander de nous venir en aide, avec tout le respect que nous vous devons.

Ce courrier a été rédigé dans la plus grande discrétion pour éviter des sanctions inutiles.

La direction en a quand même été informée.

Nous remercions le directeur qui a accepté de discuter avec nous, et qui s'est engagé pour faire des changements.

Nous voulons être sûrs que la situation va s'améliorer.

Nous allons faire un mouvement aujourd'hui à 10h30 en bloquant la promenade.

Nous ne voulons pas de violences. Juste manifester pacifiquement notre désespoir.

S'il vous plait, nous vous demandons de l'aide.

Les détenus du centre pénitentiaire de Guyane